

Annexe à l'exposé "La voie de la Suisse dans la crise financière mondiale" Chronologie de la crise financière actuelle

1980: *Depository Institutions Deregulation and Money Control Act*: le plafonnement des taux hypothécaires est supprimé. Cette décision ouvre la voie à l'octroi d'hypothèques subprime.

1982: *Alternative Mortgage Transaction Parity Act*: cette loi autorise les hypothèques à taux d'intérêt variable et à amortissement variable.

1986: *Tax reform act*: les intérêts sur les crédits hypothécaires sont déductibles fiscalement, mais non pas les intérêts sur les crédits à la consommation. Du coup, les crédits hypothécaires deviennent des instruments privilégiés pour le financement de la consommation.

1999: le *Gramm-Leach-Bliley Act* remplace le *Glass-Steagall Act*. La séparation de l'investissement banking et du commercial banking est définitivement levée.

2000: Wall Street découvre les affaires subprime. Les banques d'investissement rachètent des instituts finançant des hypothèques. Les affaires de titrisation d'hypothèques subprime commencent à se développer.

Les grandes agences de rating décident que les hypothèques émises en même temps que des hypothèques de deuxième rang (pour financer jusqu'à 100% du prix d'achat) ne représentent pas une probabilité de perte plus importante que les hypothèques avec acompte. Les assureurs traditionnels d'hypothèques (qui sont prudents parce qu'ils ne titrisent pas leurs engagements) sont en majeure partie écartés du marché.

Commodity Futures Modernization Act of 2000: les Credit Default Swaps ne sont explicitement pas régulés.

2002: les tentatives des Etats américains de Géorgie et du New Jersey d'introduire des règles de responsabilité civile pour les investisseurs dans les hypothèques titrisées sont entravées par les agences de rating qui refusent d'établir des ratings pour ces titrisations. Des tentatives ultérieures de mettre en place des règles de responsabilité civile pour les titriseurs ou les investisseurs échouent.

Juin 2003: la FED ramène le taux directeur au niveau exceptionnellement bas de 1% (de 6.5% jusqu'en janvier 2001).

Octobre 2004: la SEC suspend les limites inférieures des quotes-parts de fonds propres pour les grandes banques d'investissement américaines Goldman Sachs, Merrill Lynch, Lehman Brothers, Bear Stearns et Morgan Stanley. Conséquence: ces établissements développent considérablement leur bilan (en règle générale, doublement de la somme du bilan entre 2004 et 2007).

2007

7 février: HSBC met en garde contre une augmentation inattendue des pertes dans les affaires subprime américaines de HSBC Finance.

Printemps 07: les financiers d'affaires américaines subprime commencent à s'effondrer. En avril, la société Century Financial, jusque là le principal financier d'affaires subprime, se déclare insolvable. UBS accorde à New Century une ligne de crédit de deux milliards de dollars.

3 mai: UBS présente ses comptes pour le premier trimestre. Le hedge fund interne DRCM perd 150 millions de francs suisses, notamment à cause de titres subprime. L'engagement dans New Century coûte environ 20 millions de francs.

Juin 07: deux hedge funds de Bear Stearns investis dans des titres subprime refusent des reprises.

30 juillet: KfW doit soutenir IKB avec des liquidités car le Conduit Rhineland Funding d'IKB a des problèmes de liquidité.

9 août: le marché monétaire connaît des blocages. Les banques perdent confiance les unes dans les autres. Le financement d'un grand nombre de véhicules de placement financés à court terme et investis dans les subprimes (SIV's, Conduits) se tarit. Dans de nombreux cas les banques garantissent la liquidité de ces véhicules de placement et doivent donc racheter ces fonds. BNP Paribas ferme provisoirement trois fonds, car l'absence de prix du marché actualisés empêche des évaluations. La BCE injecte 95 milliards d'euros dans le système bancaire pour empêcher un manque de liquidités. FED et BoJ prennent des dispositions analogues.

28 août: ébranlée par de grosses affaires hors bilan, SachsenLB est vendue à LBBW.

14 septembre: la banque britannique Northern Rock demande à la Banque d'Angleterre une injection urgente de liquidités. Bank-Run les 14 et 15 septembre. L'Etat garantit tous les dépôts de la banque.

1^{er} octobre: UBS annonce des pertes pour le troisième trimestre. Les charges d'amortissement dépassent 5 milliards de francs.

Octobre: les grandes banques américaines tentent de mettre en place ensemble un super-fonds de 100 milliards de dollars qui rachèterait les mauvaises créances des banques

10 décembre: UBS annonce une augmentation du capital de 13 milliards de francs. Le montant à amortir au 4^e trimestre est estimé à 10 milliards de dollars.

12 décembre: FED annonce un nouvel instrument monétaire, le *Term Auction Facility*, pour mettre à disposition des banques des liquidités supplémentaires. Les banques centrales étrangères peuvent obtenir des liquidités en dollars US par des affaires swaps.

24 décembre: faute de financement, le plan du super-fonds est abandonné.

2008

11 janvier: Bank of America achète Countrywide, la plus grande banque hypothécaire américaine pour 4 milliards de dollars.

30 janvier: annonce d'une chute des bénéfices d'UBS pour le quatrième trimestre 07; charges d'amortissements: 16 milliards de francs suisses.

14 février: UBS publie le bilan annuel pour 2007: les charges d'amortissements pour 2007 se montent à 21 milliards de francs. .

16 mars: la banque d'investissement Bear Stearns est vendue pour 1,3 milliard de dollars à JP Morgan pour empêcher la faillite de l'établissement. La Federal Reserve met à disposition 29 milliards de dollars pour financer un fonds reprenant les créances problématiques de Bear Stearns.

11 – 16 mars: *TSLF, PDCF:* la FED annonce deux instruments monétaires supplémentaires pour surmonter la crise. Les brokers américains peuvent emprunter directement de l'argent à la FED et échanger des T Bills contre des titres problématiques (Repo).

1^{er} avril: annonce d'une chute des bénéfices d'UBS pour le premier trimestre 2008. Charge supplémentaire d'amortissement de 19,5 milliards de dollars.

11 juillet: Indymac Bank devient insolvable. Quatrième faillite bancaire par ordre de grandeur de l'histoire américaine. Somme du bilan: 33 milliards de dollars

7 septembre: Fannie Mae et Freddie Mac, qui contrôlent ensemble environ la moitié du marché hypothécaire américain (6 billions de dollars sur environ 12 billions de dollars), sont étatisés dans

les faits en ce sens que le ministère américain des finances met à disposition des actions privilégiées pour 100 milliards de dollars au maximum tout en recevant une option gratuite sur 78,9% du capital-actions de ces établissements. Un administrateur est nommé.

14 septembre: à la suite du collapsus de Lehman Brothers, Merrill Lynch se vend rapidement à la Bank of America.

15 septembre: la société holding de Lehman Brothers demande un régime de protection des créanciers.

16 septembre: Moody's et S&P réduisent le rating d'AIG qui doit par conséquent augmenter les sécurités déposées chez ses partenaires commerciaux.

17 septembre: la FED accorde un crédit de 85 milliards de dollars à AIG pour empêcher que cette société ne tombe dans l'insolvabilité. La FED obtient des options sur la majeure partie d'AIG.

19 septembre: le ministère américain des finances annonce un programme de garantie pour les fonds des marchés monétaires.

20 septembre: le ministère américain des finances propose la constitution d'un fonds public doté de 700 milliards de dollars pour racheter les créances douteuses des banques.

25 septembre: Washington Mutual est remise à la FDIC et placée sous un régime de gérance administrative imposé. La filiale bancaire est vendue pour 1,9 milliard de dollars à JP Morgan.

29 septembre: la banque hypothécaire britannique Bradford & Bingley est placée sous un régime de gérance administrative imposée. Santander reprend les dépôts.

29 septembre: la Chambre américaine des représentants refuse la première version du plan de sauvetage de 700 milliards de dollars.

3 octobre: Citigroup ayant annoncé le 29 septembre la reprise de Wachovia avec l'aide de l'Etat, Wells Fargo décide quelques jours plus tard de reprendre Wachovia sans aide de l'Etat pour un montant de 20 milliards de dollars.

3 octobre: le gouvernement américain approuve un vaste paquet de sauvetage des banques pour 700 milliards de dollars.

3 au 6 octobre: les Etats du Bénélux achètent une partie importante des affaires opérationnelles de Fortis Holding dont une partie importante est revendue à BNP Paribas pour 14,5 milliards de dollars.

6 octobre: le Danemark annonce un programme de garantie des dépôts et dettes bancaires.

7 octobre: la FED annonce une possibilité de refinancement de tous les titres commerciaux de qualité. Les entreprises peuvent ainsi pour la première fois emprunter directement de l'argent à la FED.

8 octobre: les banques centrales des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de Chine, du Canada, de Suède, de Suisse et de l'UE baissent de manière coordonnée leurs taux directeurs.

11 octobre: les Etats du G7 coordonnent leurs actions de sauvetage.

13 octobre: le gouvernement britannique annonce un plan de sauvetage des banques: 37 milliards de livres anglaises sont mis à disposition pour les fonds propres des grandes banques. Le gouvernement garantit une partie importante des dettes bancaires nouvellement émises au prix d'une taxe de 100-200 points-base.

13 octobre: l'Allemagne annonce un paquet de mesures: jusqu'à 100 milliards d'euros à injecter dans les fonds propres et jusqu'à 400 milliards d'euros au titre des garanties pour les dettes bancaires.

13 octobre: la France annonce un programme de sauvetage pour les banques. Elle met à disposition 100 milliards d'euros pour des garanties et 40 milliards d'euros pour l'augmentation des fonds propres.

13 octobre: l'Espagne annonce un programme de sauvetage pour les banques. L'Etat espagnol met 100 milliards d'euros à disposition pour des garanties.

14 octobre: 250 des 700 milliards de dollars du paquet d'aide américain sont utilisés pour la recapitalisation de banques. Neuf grandes banques acceptent immédiatement des injections de 125 milliards de dollars au total. Programme de garantie pour une grande partie des nouvelles dettes bancaires. Des crédits pour environ 1,4 billion de dollars sont qualifiés pour un refinancement sous garantie moyennant une taxe de 75 points-base.

16 octobre: la Confédération suisse présente un paquet de mesures de soutien pour l'UBS: 6 milliards de francs pour les fonds propres ainsi qu'un fonds de 60 milliards de dollars pour racheter les créances problématiques de l'UBS.